

Ruralité : la secrétaire d'État Dominique Faure appelée à monter au filet

Publié le 5 juillet 2022 par Michel Tendil / Localtis

Cohésion des territoires, Organisation territoriale, élus et institutions

Le retour d'un secrétariat d'État chargé de la ruralité dans le cadre du remaniement est accueilli avec un mélange de réserves et d'attentes fortes. Plusieurs voix réclament un "plan Marshall" ou un "grand plan d'action" pour la ruralité, tirant les leçons des résultats des derniers scrutins.



"J'ai toujours défendu le renforcement des liens entre nos territoires. Je suis fière de pouvoir le porter au gouvernement." C'est par ces quelques mots que la nouvelle secrétaire d'État chargée de la ruralité, Dominique Faure, a réagi à sa nomination sur Twitter lundi 4 juillet. Maire de Saint-Orens-de-Gameville depuis 2014 et première vice-présidente de la métropole de Toulouse en charge de l'économie, de l'innovation et de l'emploi, la députée de Haute-Garonne fraîchement élue connaît bien l'importance d'une bonne coopération entre métropole et ruralité. Mais elle devra aussi puiser dans son passé de tennismoman pour tenir l'échange. Car malgré ce profil, sa nomination n'a pas complètement convaincu les associations d'élus qui, passées les félicitations de rigueur, restent sur la réserve.

C'est le cas de l'Association des maires ruraux de France (AMRF) qui constate amèrement que "ce nouveau gouvernement perpétue une hiérarchie dont tous semblent incapables de se délier en opposant villes et campagnes", en nommant un ministre délégué pour la politique de la ville (en l'occurrence Olivier Klein, maire de Clichy-sous-Bois, nommé ministre délégué chargé de la Ville et du Logement) face à une secrétaire d'État "pour les 22 millions de ruraux". "Chacun appréciera", glisse l'association présidée par Michel Fournier, maire des Voivres (Vosges) qui avait pris la plume pour apporter un soutien conditionné au candidat Macron dans l'entre-deux-tours. Le défi est "énorme", "les attentes des ruraux sont telles qu'elle devra réussir à mobiliser toutes les forces de la ruralité", prévient l'AMRF, qui se dit cependant portée au "dialogue". "Les élus ruraux seront présents comme ils l'ont été pour relever les enjeux que l'État voudra assumer : accès aux soins, mobilité, école, emploi, numérique, culture et démocratie pour les habitants ; liberté communale et autonomie des maires dans la gestion communale". L'association attend des réponses concrètes à des "questions simples", comme les moyens financiers et humains dont Dominique Faure disposera, les moyens accordés à l'Agenda rural, l'intégration de "l'espace" dans la Constitution et autres textes législatifs et réglementaires (vieille revendication de l'AMRF) ou encore la préservation d'un "droit au développement, sans mise sous tutelle, compatible avec la lutte contre la vacance et celle contre l'artificialisation (ZAN)"...

"Plan Marshall"

Le président de Départements de France, François Sauvadet n'est pas en reste qui propose un véritable "plan Marshall" pour la ruralité. Là encore, une vieille idée des députés UMP qui remonte à 2011 ! L'association espère que la nomination de Dominique Faure, rattachée au nouveau ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des territoires, Christophe Béchu, "soit le signe d'une réelle prise de conscience de l'urgence de la situation de ces territoires". "La fracture entre les centres urbains et les campagnes ne cesse de s'accroître. Les dernières élections en sont la parfaite illustration", souligne François Sauvadet, qui pointe le fait que "les départements se trouvent souvent être les derniers services publics disponibles dans ces territoires". L'association se réjouit en revanche de l'arrivée au gouvernement de Sonia Backès, présidente de la province Sud de la Nouvelle-Calédonie, au poste de secrétaire d'État en charge de la citoyenneté. Elle rappelle à cet égard que la province Sud est devenue, "en avril dernier, le 103^e membre de Départements de France".

Le sénateur du Cantal Bernard Delcros, nouveau président du Parlement rural, salue de son côté "une réponse claire à l'appel que nous avons lancé au président de la République dès la constitution du premier gouvernement de ce nouveau quinquennat". "Après les nombreux signaux qui ont été envoyés depuis le mouvement des gilets jaunes, jusqu'aux dernières échéances électorales, la prise en compte des besoins des habitants des secteurs ruraux s'avère plus que jamais nécessaire", insiste-t-il, appelant de ses vœux "un grand plan en faveur des territoires ruraux". Il se félicite aussi de la nomination de Caroline Cayeux, maire de Beauvais, en tant que ministre déléguée aux collectivités territoriales (elle présidait jusqu'ici l'Agence nationale de cohésion des territoires) et du "pilotage des territoires confié à trois élus locaux qui connaissent les réalités du terrain", Christophe Béchu étant lui-même maire d'Angers.